

L'ACTION INTERNATIONALE

- Coopérations institutionnelles
- Coopérations décentralisées



L'ACTION INTERNATIONALE
DE L'AGENCE DE L'EAU
ARTOIS-PICARDIE
DANS LE MONDE

L'ACTION EN BREF

25 dossiers de coopération décentralisée

10 jumelages actifs au 31/12/2014

468 000 bénéficiaires d'assainissement, 123 000 bénéficiaires d'un accès à l'eau potable.



■ Les participations financières accordées en 2014

Données en M€

Type d'interventions	Montant des travaux	Montant des participations financières
X330 - Coopération décentralisée	8,728	0,925
X331 - Coopération institutionnelle	0,690	0,117
TOTAL	9,419	1,043

COB 2013-2018

Montant des opérations financées dans le cadre de l'action internationale

CIBLE (EN M€)

2013	2014	2015	2016	2017	2018
1	1,05	1,37	1,39	1,41	1,43

REALISATION

2013	2014	2015	2016	2017	2018
0,995	1,043				

■ La coopération institutionnelle

Les Agences de l'eau diffusent le modèle de gestion intégrée et solidaire de Bassin auprès des nombreux pays qui souhaitent s'en inspirer et l'adapter.

A fin 2014, l'Agence de l'eau Artois-Picardie compte 10 jumelages actifs avec les pays suivants : la Pologne, la Bulgarie (bassin de la Mer Egée et bassin de la Mer noire), la Roumanie, la Moldavie, l'Arménie, la Russie, la Bosnie, ainsi qu'avec la Mongolie et le Pérou, ces deux derniers jumelages ayant été mis en place en 2013.

	Nombre de jumelages en cours	Nombre de jumelages nouveaux décidés	Nombre de visites ou missions effectuées dans le cadre d'un jumelage
	8 au 31/12/2012		
En 2013	8	2	5
En 2014	10	0	4
En 2015			
En 2016			
En 2017			
En 2018			
Total			9
Objectif	11 à fin 2018	1 nouveau jumelage par an pour 2013, 2014 et 2015	5 visites par an soit 30 visites sur la période du Xe PI

4 visites se sont tenues en 2014 :

- une au Pérou en Mai (à Lima et dans le bassin « del Chili ») ;
- deux liées à la Bulgarie (dont une en France, et une en Bulgarie),
- une visite en Moldavie, avec la participation du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de Valenciennes.

Plus particulièrement, le programme d'activités de coopération institutionnelle avec le bassin Del chili (Pérou), avec l'appui de l'OIEau, en est au stade suivant :

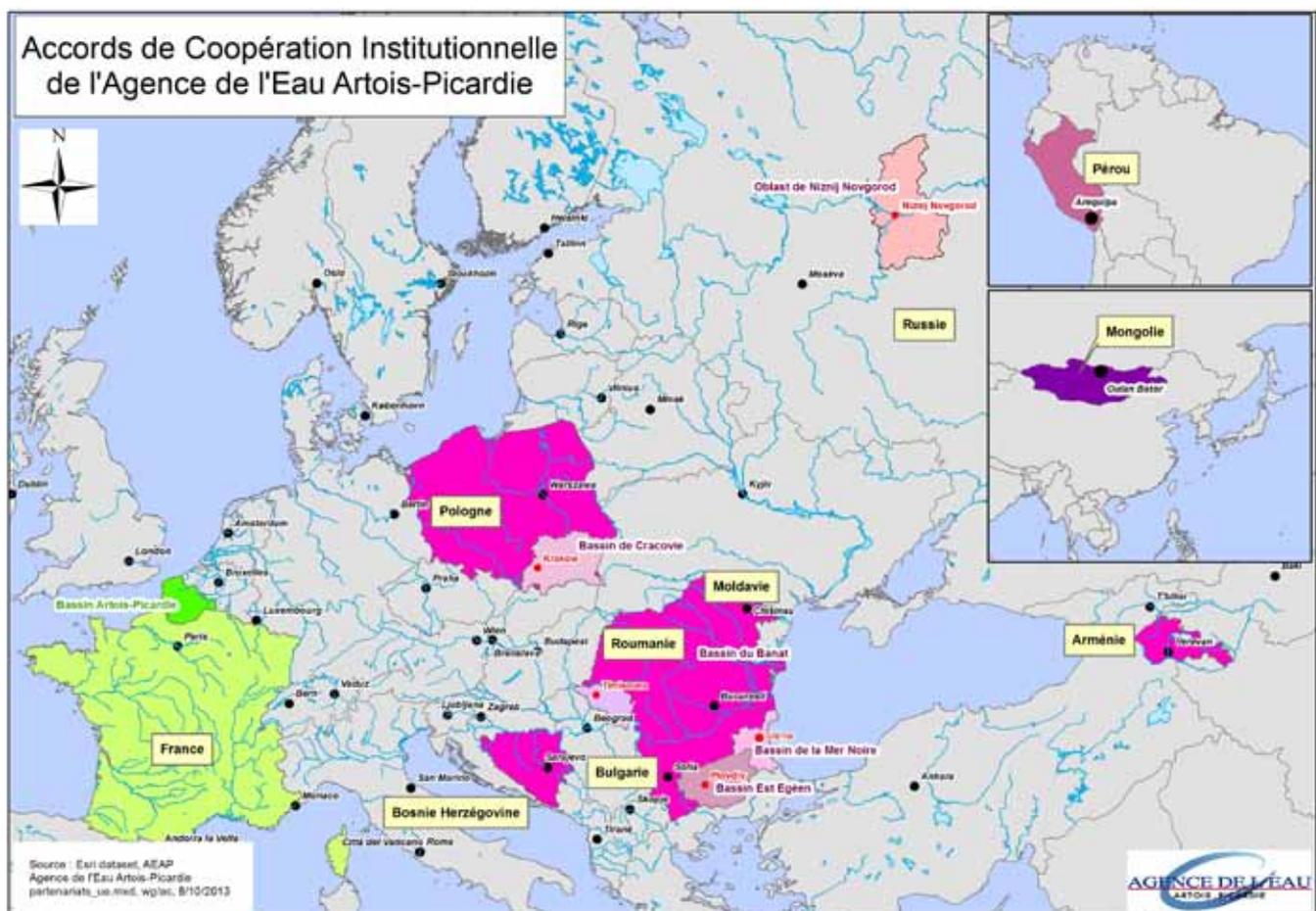
Bilan fin 2014 de la phase 1 du projet :

- Réalisation d'un document de guide et d'une méthodologie de calcul des redevances
- Echanges avec le Conseil de Bassin Del Chili (préparation d'un plan de gestion, implication des usagers, communication, changement climatique,...)

Objectifs et activités de la phase 2 du projet :

- Proposer des solutions pour lever les limitations actuelles sur la collecte des redevances (informalité, détection des redevables,...)
- Affectation du produit des redevances aux bassins pour la mise en œuvre des plans de gestion
- Structuration des Comités de Bassin

Compte tenu du dynamisme de cette coopération Franco-Péruvienne, M. Flajolet, président du comité de bassin, a été invité à participer à la COP 20 sur les changements climatiques qui s'est tenue à Lima au mois de décembre 2014. Cet événement international a permis de préparer la Conférence sur le Climat qui se tiendra à Paris à la fin de l'année 2015.





Après le passage du typhon HAIYAN

■ La coopération décentralisée

La politique d'action internationale menée par l'Agence de l'eau Artois-Picardie a été confortée en ce qui concerne la coopération décentralisée par la loi Oudin-Santini du 9 février 2005, qui permet aux Agences de l'eau d'y consacrer jusqu'à 1% des recettes issues des redevances, pour des aides d'urgence ou des projets d'accès à l'eau et à l'assainissement. Ceci représente entre 0,5 et 0,75 € par an et par ménage sur la facture d'eau.

Rappel du dispositif des Agences et de l'Agence de l'eau Artois-Picardie concernant l'aide d'urgence aux populations sinistrées par le typhon Haiyan (Philippines) :

- ➔ Intervention coordonnée des 6 Agences de l'eau (0,6 M€ au total)
- ➔ Adoption par le CA d'Artois-Picardie du 29 Novembre 2013 d'une décision d'aide de 0,025 M€ pour Solidarité International et de 0,025 M€ pour Action Contre la Faim , avec report du dossier Secours Populaire Français à 2014, dossier à hauteur également de 0,025 M€.

Au-delà de ces aides d'urgence, l'Agence participe financièrement à des projets de développement de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les pays en voie de développement ou émergents, projets soutenus par une ONG française ou une collectivité territoriale du bassin Artois-Picardie.

Prévisions

	Assainissement		Eau potable	
	Nombre de bénéficiaires concernés	Montant des aides attribuées en M €	Nombre de bénéficiaires concernés	Montant des aides attribuées en M €
en 2013	100 000	0,400	200 000	0,500
en 2014	100 000	0,400	200 000	0,550
en 2015	125 000	0,500	250 000	0,730
en 2016	125 000	0,550	250 000	0,700
en 2017	150 000	0,620	300 000	0,650
en 2018	150 000	0,640	300 000	0,650
TOTAL	750 000	3,110	1 500 000	3,780

Réalisations

	Assainissement			Eau potable		
	Nombre de bénéficiaires concernés	Nombre d' aides attribuées	Montant des aides attribuées en M€	Nombre de bénéficiaires concernés	Nombre d' aides attribuées	Montant des aides attribuées en M€
en 2013	254 000	19	0,384	364 000	22	0,449
en 2014	467 604	15	0,371	122 936	25	0,522
en 2015						
en 2016						
en 2017						
en 2018						
TOTAL	721 604	34	0,755	486 936	47	0,971

Afin d'optimiser les ressources financières affectées, une grille d'évaluation des projets de coopération décentralisée permet de hiérarchiser les dossiers de demande d'aide :

- ➔ Les dossiers avec une note supérieure ou égale à 12/20 peuvent être présentés avec avis favorable au Conseil d'Administration
- ➔ Les dossiers avec une note inférieure à 12 sont renvoyés à la dernière Commission des Affaires Internationales de l'année et peuvent être aidés sur la base des crédits encore disponibles.

En 2014, l'Agence de l'eau Artois-Picardie a accordé 0,92 M€ de participations financières pour la réalisation de 25 projets parmi lesquels :

➔ **La reconstruction et l'amélioration des systèmes d'eau et d'assainissement du quartier de Christ Roi à Port au Prince (Haïti)**

Population concernée : 20 000 habitants

Maître d'ouvrage : Solidarités International

Partenaire bassin : Artois Comm

Montant du projet : 570 170 € sur 1 an

Montant de l'aide Agence : 50 000 €

Phasage Projet : Octobre 2014 à Octobre 2015

Note d'évaluation : 13/20

Objectifs/indicateurs du projet :

- Réparation de l'ensemble des fuites identifiées
- Validation par la DINEPA des opérations eau et assainissement de ce projet
- 100 % des décideurs connaissent le plan d'assainissement et y ont accès
- 100 % des logements bénéficiant d'une intervention de reconstruction ou de réparation sont dotés d'une solution d'assainissement
- 100 % des propriétaires d'une solution d'assainissement sont sensibilisés aux bonnes pratiques d'hygiène
- Au moins une solution pilote de traitement phytosanitaire est mise en œuvre
- Au moins une association/entreprise, appuyée par Solidarités International, met en œuvre des activités de sensibilisation à l'hygiène et de collecte des déchets à la fin du projet
- 62 m de réseau secondaire (corridors) sont réhabilités

➔ **Le projet d'appui au secteur de la vidange manuelle dans les quartiers de zones urbaines défavorisées de Ouagadougou (Burkina Faso)**, projet porté par Ilias Sawadogo, parlementaire du PMJE où il représente le continent africain, ce qui témoigne de la réalité de l'engagement pris par les jeunes du PMJE à Marseille en 2012 de mettre en place des actions dans leur pays.

Population concernée : 400 000 Habitants

Maître d'ouvrage : Réseau Projection et Ilias Sawadogo

Partenaire bassin : Comm. d'Agglomération du Douaisis

Montant du projet : 139 994 € sur deux ans

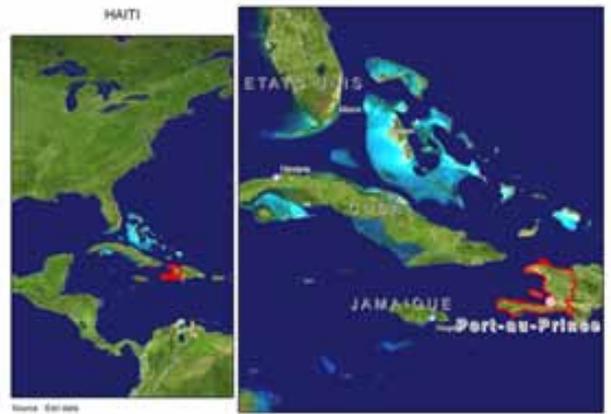
Montant de l'aide de l'Agence : 32 500 € X 2 ans (2014-15)

Phasage projet : Janvier 2015 - Décembre 2015 (année 1)

Note d'évaluation : 13/20

Objectifs/indicateurs du projet année 1 :

- Réalisation d'un diagnostic détaillé des types de services d'assainissement et des outils existants sur la vidange de latrines
- Réalisation des enquêtes d'analyse sur la demande dans les 4 arrondissements sélectionnés
- Formation des vidangeurs aux enjeux sanitaires, environnementaux et commerciaux
- Vidange et nettoyage des latrines scolaires de 20 établissements scolaires (phase de sélection)
- Sensibilisation et information des enfants scolarisés sur l'utilisation des latrines et sur l'hygiène de base



M. Ilias SAWADOGO





➔ Suite à l'appel à petits projets que l'Agence a lancé du 1er mars au 31 mai 2014, 5 propositions ont été retenues, dont celle de la **construction de 6 latrines scolaires à Kavumu**, province de Sud-Kivu en République Démocratique du Congo.

Maître d'ouvrage : Sklolidarité

Partenaire bassin : Ville d'Arques

Montant du projet : 12 000 €

Montant de l'aide de l'Agence : 6 000 €

Note d'évaluation : 11/18



➔ Parmi les 25 projets soutenus en 2014, 6 ne sont pas des nouveaux projets mais la déclinaison de projets antérieurs pluriannuels. A ce titre, en 2014 l'Agence a aidé à hauteur de 50 000 € la phase 2 du **projet de l'accès à l'eau et l'assainissement dans les écoles de la région de Doukkala Abda (Maroc)**.

Population concernée : 4 590 habitants (4500 élèves et 90 enseignants)

Maître d'ouvrage : Le Partenariat

Partenaire bassin : Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais, Agence Française de Développement

Montant du projet : 290 380€ pour les 3 ans

Montant de l'aide de l'Agence : 40 000 € en 2013, 50 000 € en 2014 et 50 000 € en 2015

Phasage projet : Mai 2013- Avril 2016

Note d'évaluation : 18/20

Objectifs/indicateurs du projet :

- Construction de 30 pompes et 60 blocs sanitaires.
- Restaurations de 60 blocs sanitaires.
- Pose de 30 réservoirs, 30 filtres et 26 haies vives (avec des actions de reboisement).
- Formation de 30 pôles de concertation sur l'utilisation et la gestion des infrastructures.
- Formation de 30 clubs d'hygiène, et sensibilisation de 90 enseignants et de 4500 élèves.
- Animations scolaires autour de ce projet.

L'ensemble des activités résultantes de la politique Action Internationale de l'eau sont exposées sur le site Internet de l'Agence, avec en particulier un blog qui permet d'obtenir au fil de l'eau une information sur les actions en cours, qu'il s'agisse de la coopération institutionnelle, de la coopération décentralisée ou des travaux sur le district international de l'Escaut.